

Voici une bonne question pour les Canadiens ou pour les Américains: pourquoi, par l'intermédiaire des gouvernements des États ou des gouvernements fédéraux, provinciaux ou locaux, subventionneraient-ils les fabricants d'automobiles, sociétés parmi les plus rentables dans le monde entier? C'est une question très pertinente.

● (1550)

Bien entendu, ces multinationales n'ont pas à faire preuve de loyauté envers quelque pays que ce soit. Elles sont intéressées à maximiser leurs profits et à dialoguer avec le pays le plus offrant. Si le Canada ou les États-Unis refusent de subventionner la construction de nouvelles usines, elles ne seront pas construites au Canada ou aux États-Unis, mais à Taïwan, au Brésil, aux Philippines ou n'importe où ailleurs où la main-d'œuvre est moins bien payée et les impôts des sociétés moins élevés. On ne peut pas blâmer les sociétés, car elles veulent que leurs placements soient aussi rentables que possible.

Le président suppléant (M. Penner): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. William C. Winegard (Guelph): Monsieur le Président, j'ai écouté le débat très attentivement cet après-midi, surtout les observations du député d'Essex—Windsor (M. Langdon). Mon collègue semble avoir étudié la question à fond. En ce qui concerne les subventions, il commence à comprendre la véritable situation. Je le félicite. Les chiffres qu'il a cités cet après-midi devraient rassurer tous ceux qui prétendent que les États-Unis vont s'opposer aux subventions canadiennes et que nous allons nous trouver dans une position intenable.

Il y a quelques mois, les députés du comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur ont tenu des audiences partout au pays afin que la population exprime ses vues au sujet de l'accord préliminaire. En fin de compte, l'accord final ne diffère presque pas de l'accord préliminaire examiné par le comité.

Au cours de nos pérégrinations à travers le pays, nous avons entendu des Canadiens se lamenter parce que le Canada devrait dorénavant renoncer à sa politique de subventions, à ses programmes de développement régional et à toutes ces choses que l'accord de libre-échange allait interdire, et enfin que les Américains allaient ruiner le Canada. Ils ne se souciaient guère de ce que les données pertinentes ne justifiaient en rien leurs craintes.

Le comité s'est penché sur le dossier des pêches, mais il l'a fait rapidement, car certains membres du comité n'étaient pas du tout d'humeur à l'examiner en profondeur. Monsieur le Président, vous vous souvenez sans doute que le secteur industriel américain a contesté 52 des 57 de nos programmes fédéraux-provinciaux et provinciaux en alléguant qu'il s'agissait de subventions. L'assurance-chômage était du nombre. Ils en ont fait toute une histoire. Les Américains n'ont pas été long à se récuser. Ils savaient qu'il ne s'agissait pas de subsides au sens où chacun l'entend.

Quelque 5,6 p. 100 de ces 57 programmes ont été assujettis à un droit pour compenser cette subvention. Évidemment, aucun de ces 57 programmes ne constituait une subvention, car

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

comme le sait le député d'Essex—Windsor, les Américains subventionnent beaucoup plus que nous. Nous commençons enfin à donner ce débat une certaine perspective. Il était temps.

Nous avons entendu des Canadiens déclarer que les Américains allaient contester nos programmes sociaux sous prétexte qu'ils constituent des subventions. Au cours de nos pérégrinations à travers le Canada, nous les avons entendus se plaindre que nous allions perdre notre industrie parce que nous n'aurions plus ni ces subventions ni le développement régional. Cela servait à répandre la terreur, tout comme ce débat. Je me réjouis que le député d'Essex—Windsor commence enfin à rétablir les faits. Il a dit que les Américains distribuait les subventions beaucoup plus que nous. Nous avons eu beau tenter pendant des semaines de dire la vérité aux Canadiens, nous n'avons guère obtenu de succès. Le député a enfin déclaré que ce sont les États-Unis qui subventionnent. Le Canada le fait aussi, évidemment.

Le député qui a pris la parole avant moi a déclaré que nous ne pourrions pas subventionner certains domaines dans les Maritimes. Je tiens à rappeler à tous les députés que la valeur de la subvention à imposer dépendrait de la durée totale de la subvention, de la durée d'existence de l'usine, et du montant global de la production au cours de cette période. Quand on examine ces chiffres, on constate que la subvention est minime et atteindrait probablement 1 ou 2 p. 100. Évidemment, le niveau des subventions que versent les Américains est bien supérieur à cela.

Nous ne nous faisons pas de souci à propos de nos programmes de développement régional, car comme l'a dit aujourd'hui le député d'Essex—Windsor, les Américains procèdent d'une façon différente. Ils n'ont aucun remord à subventionner. Dans ces conditions, pourquoi nous, Canadiens, sommes-nous si craintifs? Pourquoi reculons-nous devant la perspective d'une étude réelle sur une période de cinq à sept ans de ce que sont vraiment les subventions? J'ai entendu des députés de l'opposition déclarer qu'une fois ces définitions mises au point, le Canada serait perdant. Aujourd'hui, enfin, nous avons entendu quelqu'un identifier qui sera vraiment le perdant. Ce seront vraisemblablement les États-Unis, monsieur le Président, et non le Canada.

Pourquoi les États-Unis contesteront-ils nos programmes davantage après l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange qu'ils ne le font maintenant? Ils ont le droit de contester nos programmes maintenant, et ils ne manquent pas de le faire. Nous avons nous aussi le droit de contester leurs programmes et nous les contestons. L'Accord de libre-échange ne change rien à ce droit. Il change la règle du jeu et ce qui en résulte. Nous n'avons rien à craindre de cela.

En terminant, je tiens à insister sur le fait que les deux derniers députés à prendre la parole ont rendu un excellent service à la Chambre en calmant certaines des craintes qui ont été répandues au cours du débat ces derniers mois. Mis au courant de ces appréhensions, le comité permanent a tenté de les calmer. Peut-être y sommes-nous enfin parvenus.